https://www.ujfp.org/spip.php?article6723

CONTRE L'IMPUNITE ET L'IMMUNITE ACCORDEES AUX CRIMINELS ASSERMENTES.

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : mercredi 17 octobre 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Collectif Vies Volées.

C'est sous les ordres du préfet Papon, (qui avait fait déporter des juifs de Gironde vers le camp d'Auschwitz de 42 à 44, qui sera préfet régional en Algérie de 56 à 58 et lors du massacre de Charonne en 1962), que ce 17 octobre 1961, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants manifestant pacifiquement contre un couvre-feu raciste, car réservé aux « français musulmans d'Algérie », ont été massacré.e-s.

Une répression sanglante, d'une violence et d'une sauvagerie inouïes, se déclencha et se poursuivra jusqu'au 20 octobre. Arrestations massives, noyades, tortures et déportations frapperont aveuglément les Algériens de Paris et de sa banlieue. Pendant trois jours, rafles, matraquages et sévices furent la règle. Partout, aux portes de Paris, aux bouches de métro, la police traquait l'Arabe avec une férocité sans nom. Papon déclara à l'époque : « La police française a fait ce qu'elle devait faire. » L'histoire de la police Française est étroitement liée aux massacres des colonisées. De Sétif au pont de Neuilly et d'Alger aux banlieues des villes françaises, la police a compris depuis bien longtemps que le maintien de l'ordre implique de mettre à mort les indésirables, assassinats qui seront de toute façon couvert par l'État et sa justice. Et quand leurs mains ne suffisent plus, comme de nos jours, le complexe militaro-industriel leur confie armes à feu et balles de gommes qui auront pour effet de terroriser les foules récalcitrantes, et jusqu'à arracher les yeux des témoins de leurs méfaits. Ce que nous attendons, c'est que ce crime d'État, raciste et colonialiste, organisé par des fonctionnaires de l'État français, soit reconnu officiellement. Nous voulons que tous les crimes de l'état, crimes de masse comme cette journée d'octobre 1961, jusqu'aux assassinats, ou mutilations, humiliations dans les quartiers populaires, que ce soit lors des rafles sur les migrants, ou encore sur les terrains de luttes, par les forces de l'ordre, soit jugés et punis. Nous voulons empêcher l'oubli et construire une mémoire solidaire qui puisse fonder aujourd'hui une convivialité entre les peuples. Nous voulons un front uni de toutes les victimes de violences ou crimes de l'état français. Contre l'impunité et l'immunité accordées aux criminels assermentés. Ce qui fait peur, c'est l'unité, l'union des forces vives de résistance à l'oppression et à la répression d'état.

Rendez-vous Mercredi 17 octobre 2018 à 19h, esplanade du Pont de Clichy 92 110 Clichy.

Copyright © UJFP